

Pro-migrants aujourd'hui, anti-rapatriés français hier

Le maire de Marseille a 150.000 habitants de trop X
GASTON DEFFERRE

*“Que les
«pieds noirs»
aillent
se réadapter
ailleurs”*



GASTON DEFFERRE - LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL
DE LA SEINE-SAINT-DENIS - MARS 1966

Pour la traditionnelle commémoration aux Invalides en l'honneur des harkis du 25 septembre 2016, François Hollande a décidé de remplacer au pied levé son Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants, son nom ne figurait même pas sur les cartons d'invitation !

N'empêche, il a réalisé, certes, en fin de mandat, sa promesse de 2012 de reconnaître officiellement « *la responsabilité des gouvernements français dans l'abandon des harkis, des massacres de ceux restés en Algérie et des conditions d'accueil inhumaines des familles transférées dans des camps en France* ».

Très peu d'observateurs ont daigné approfondir le dossier « harki » suite à cette déclaration censée être historique.

Seule dans *Présent* du 27 septembre 2016, la journaliste et ancienne directrice de *Rivarol* Camille Galic a osé dénoncer les responsables de cette ignominie qui constitue une tache indélébile sur notre drapeau à savoir de Gaulle et l'exécuteur de ses basses œuvres, son âme damnée, Louis Joxe, au demeurant géniteur d'un des barons du socialisme, Pierre Joxe.

N'oublions pas cependant que le crime s'est réalisé grâce à la passivité de bon nombre d'acteurs politiques et des ligues des

droits de l'homme qui ont failli gravement. Où étaient donc ces belles âmes dont les figures de proue étaient Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir qui auraient dû contribuer au sauvetage de milliers de pauvres hères et de leurs familles ?

Mais il y eut encore pire à une époque où l'extrême-gauche était représentée essentiellement par le Parti communiste et certains socialistes tel Gaston Defferre qui voulaient jeter les rapatriés à la mer, les harkis étant tout autant visés que les pieds-noirs.

Reportons-nous à un passage du livre de Dalila Kerchouche (*Mon père ce harki*, Editions du Seuil, 2003, p. 64-65) qui cite une coupure d'un quotidien communiste de l'époque, *Le Travailleur catalan* : « *Nous avions prévu il y a quelques mois, que notre camp Joffre servirait de refuge à tous ces harkis et autres épaves dont ne voulait pas l'Algérie nouvelle, indépendante et libre. C'est à plusieurs milliers qu'ils sont logés dans ce vaste emplacement, et on en attend d'autres, ils arrivent par trains entiers* ». Et le torchon stalinien de l'époque de poursuivre : « *Et nous nous demandons si, devant cet afflux d'indésirables, nous ne devons pas redoubler de vigilance pour éviter les provocations...* ».

Les victimes deviennent les coupables selon une technique bien éprouvée de la propagande bolchévique qui sévira quinze ans plus tard pour stigmatiser les Indochinois anti-communistes, ces derniers étant cette-fois-ci soutenus par Aron, Gluckmann et Sartre !

Et bien aujourd'hui, les mêmes haineux (j'allais écrire Hyèneux) ou leurs héritiers, ceux qui accablaient ces malheureux harkis, je le rappelle, nos compatriotes, sont les mêmes qui appellent à l'accueil des « migrants » qui, eux, n'ont guère de liens avec la France.

Anti-harkis en 1962, pro-migrants en 2016 !

On lit dans *L'Humanité* du 26 septembre 2016 (le lendemain de

la contrition ou pseudo-contrition de François Hollande) sous la plume d'une certaine Laure Hanggi et sous la rubrique « Solidarité », le témoignage de Pascal et Béatrice qui hébergent chez eux deux jeunes « migrants ». A la fin de l'article, il est précisé que, cet été, la ministre du Logement a lancé le projet pour développer « *l'expérimentation de dispositifs d'hébergement de réfugiés chez les particuliers* ».

Sacrée gauche plurielle, elle en vient même à « uberiser » le droit d'asile !

Mais revenons-en à Béatrice et Pascal aux petits soins pour un Pakistanais censé être « *contraint de quitter son pays* ». Ce jeune homme s'est pourtant vu refuser sa demande d'asile par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides. Pour nous attendrir, la journaliste écrit qu'il arbore « *un sourire toujours pendu aux lèvres et témoigne d'un optimisme qui force le respect* ».

Jouez violons !

Il ne me paraît pas indifférent de relever l'origine de ces migrants : Afghanistan, Pakistan, Soudan, Syrie ... Des migrants qui seront des renforts pour les rangs de ceux que Jean-Pierre Chevènement invite, selon ses termes, « *à la table de la République* ». Assurément des clients pour la constitution d'un Islam français !

Ce même Jean-Pierre Chevènement qu'à ce jour, l'on n'a guère vu participer aux cérémonies annuelles d'hommage aux harkis. Cela doit certainement lui rappeler de mauvais souvenirs, lui, qui en tant qu'officier de S.A.S., a assisté le 19 mars 1962, sans aucunement broncher, au massacre de ses moghaznis à Saint-Denis du Sig.

Colmar, le 21 octobre 2016

Jean-Michel WEISSGERBER

Post-scriptum : Dans l'édition du 27 septembre 2016 de *L'Humanité*, sous le titre (cette fois-ci bienvenu) « Harkis, le mea culpa si tardif », le journaliste Aurélien SOUCHEYRE avance le chiffre de 65 000 tués après le cessez-le-feu du 19 mars 1962. Deux observations s'imposent :

Et d'une :

Ne sont jamais évoqués les enfants, les femmes et les vieillards disparus dans la tourmente (une manière sûrement de compatir a minima !)

Et de deux :

Il n'est pas non plus question de relever que de nombreux messalistes et certainement leurs familles, furent victimes d'horribles représailles à cette époque...

Dans ces conditions, plutôt que de se référer aux élucubrations journalières complaisamment reprises par la presse aux ordres, il me paraît plus judicieux d'invoquer l'autorité d'un historien d'une toute autre stature, Marc FERRO qui sous le titre *Les Harkis et autres victimes du FLN*, Editions Odile Jacob Poche, p. 986-987, estime « qu'au moins cent mille furent massacrés durant les années qui suivirent l'indépendance ». Il s'agit évidemment de ceux que la France aurait dû protéger « *question d'honneur* » dicit FERRO.

Jean-Michel Weissgerber